UN DOMAINE CONSIDÉRABLE

H. DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE

Class. Oxford 681 : 922.1

Le régime forestier que l'Office national des forêts est dorénavant chargé de mettre en œuvre, et qui est défini par le livre II du Code forestier, s'applique aux forêts et terrains à bois appartenant, en totalité ou en indivis, à l'Etat, ainsi qu'aux forêts susceptibles d'aménagement, d'exploitations régulières ou de reconstitution, et aux terrains à bois propriété des départements, des communes, des sections de communes, des établissements publics et d'utilité publique, des sociétés de secours mutuel et des caisses d'épargne, ou sur lesquels ces collectivités ou personnes morales ont des droits de propriété indivis.

Au 1^{er} janvier 1970, la surface totale du domaine soumis à ce régime en France métropolitaine était de 4 084 684 ha, dont :

- 1 655 954 ha de forêts domaniales constituant le domaine forestier privé de l'Etat. Cet ensemble comprend d'une part les forêts dont la gestion et l'équipement ont été confiés à l'Office, soit 1 444 745 ha, et d'autre part celles dans lesquelles il n'est légalement chargé que de l'application du régime forestier, soit 215 209 ha.
- 11 434 ha boisés appartenant également à l'Etat, et soumis au régime forestier, mais affectés à divers services, notamment à la défense nationale.
- 13 197 ha de forêts départementales.
- 2 351 639 ha de forêts communales et sectionales.
- 41 284 ha de forêts d'établissements publics.
- 2 203 ha de forêts d'établissements d'utilité publique et de sociétés de secours mutuel.
- 8 973 ha de forêts de caisses d'épargne.

Dans les départements d'Outre-mer le domaine soumis au régime forestier couvre 93 953 ha à la Réunion, 11 899 ha à la Martinique, 38 210 ha à la Guadeloupe, 8 045 000 ha à la Guyane.

Au 1^{er} janvier 1877, date à laquelle fut établie la première statistique forestière complète, la surface soumise en France métropolitaine n'était que de 3 198 690 ha compte tenu de l'Alsace-Lorraine, dont 1 137 012 ha domaniaux, 2 033 937 ha communaux et sectionaux et 27 741 ha appartenant à des établissements publics. Il n'y avait alors ni forêts départementales, ni forêts d'établissements d'utilité publique, de sociétés de secours mutuel ou de caisses d'épargne.

Du 1^{er} janvier 1877 au 1^{er} janvier 1970, soit en un peu moins de cent ans, la surface soumise s'est accrue de 885 994 ha, soit de 27,5 % dont 518 942 ha pour le domaine forestier privé de l'Etat (45,7 %) et 317 702 ha pour les forêts communales et sectionales (15,6 %).

L'augmentation de la surface des forêts domaniales est essentiellement due à l'acquisition par l'Etat :

- soit de terrains situés en zone montagneuse, à l'intérieur des périmètres de lutte contre l'érosion (372 000 ha),
- soit de forêts privées ruinées à restaurer ou de terrains à boiser (147 000 ha).

Celle des forêts communales et sectionales trouve son origine d'une part dans une meilleure application du régime forestier instauré en 1827, et dont la mise en œuvre souleva à l'origine des oppositions de la part de certaines collectivités, et d'autre part dans la mise en valeur forestière de vacants communaux abandonnés par le pâturage ou la culture.

L'importance du domaine soumis au régime forestier est très variable d'une région à l'autre. Le tableau ci-après indique, par direction régionale de l'Office national des forêts, la surface soumise et ce qu'elle représente par rapport à la surface totale et à la surface boisée de la région correspondante

Directions régionales	surface du domaine soumis (ha)	% par rapport à la surface totale de la région (%)	% par rapport à la surface boisée de la région (1) (%)
Provence - Côte d'Azur	654 610	16,2	50,4
Lorraine	569 220	24,1	67,7
Rhône - Alpes	410 225	9,2	29,9
Franche-Comté	378 628	23,2	56,1
Bourgogne	298 191	9,4	30,9
Languedoc	276 347	10,0	35,5
Champagne	263 909	10,3	38,9
Midi - Pyrénées	257 572	5,6	24,2
Alsace	243 969	29,4	77,0
Aquitaine	157 955	3,7	9,6
Centre	116 350	2,9	13,7
Auvergne	95 944	3,7	15,1
Haute et Basse Normandie	88 935	2,9	23,2
Picardie	79 612	4,1	25,8
Région parisienne	62 631	5,2	23,0
Poitou - Charente - Limousin	47 030	1,1	5,4
Pays de la Loire	32 008	1,0	11,7
Nord	31 758	2,5	38,3
Bretagne	19 790	0,7	7,6
France métropolitaine	4 084 684	7,4	30,1

(1) D'après des chiffres fournis par l'Inventaire forestier.

De ces chiffres il résulte une très grande différence dans la répartition des forêts soumises dont l'importance varie de 80 % de la surface boisée en Alsace à 5 % seulement en Poitou-Charente-Limousin. Si l'on considère d'autre part l'importance de ce domaine par rapport à la surface totale de chaque région on constate qu'en Alsace il représente près de 30 % de celle-ci et près du quart en Lorraine et en Franche-Comté. C'est dire l'importance du rôle de l'Office dans ces régions, non seulement au seul plan forestier, mais également sur celui de l'économie générale et de l'aménagement du territoire.

Dans l'ouest par contre le domaine soumis est peu important. Il convient cependant de signaler que depuis quelques dizaines d'années un effort a été fait pour améliorer cette situation.

C'est ainsi que de 1914 à 1970, alors que la surface totale du domaine soumis augmentait de 15 % sur l'ensemble du territoire, elle s'est trouvée majorée de 53 % en Bretagne, de 30 % en Poitou-Charente-Limousin, de 35 % en Aquitaine, de 27 % dans les Pays de la Loire et de 21 % en Haute et Basse Normandie. Cet accroissement de surface est dû à des achats de forêts privées par l'Etat, surtout en Normandie, en Bretagne et dans les Pays de la Loire, et à des soumissions de terrains sectionaux dans le Limousin et communaux en Aquitaine. Le domaine soumis se compose d'éléments de natures très différentes, qui vont de la futaie pleine de chêne de tranchage ou de résineux de haute qualité, aux terrains nus, difficilement

Le domaine soumis se compose d'éléments de natures très différentes, qui vont de la futaie pleine de chêne...

PHOTO CHAIGNEAUD

... aux terrains nus difficilement boisables ou même non boisables PHOTO BOUTIN

boisables ou même non boisables, en raison de leur altitude. Cette différence tient bien entendu à la nature et à la situation des terrains soumis mais aussi, et beaucoup, aux traitements qui ont été appliqués à ces peuplements, qu'il s'agisse d'anciennes forêts royales traitées depuis fort longtemps pour la production de bois de qualité (de bois de marine notamment aux 17^e et 18^e siècles), de massifs destinés à l'affouage ou frappés de servitudes usagères et restés jusqu'à maintenant à l'état de taillis simple ou de taillis-sous-futaie, d'anciens taillis ayant autrefois alimentés les forges ou les salines et convertis plus ou moins complètement en futaies depuis le Second empire, de terrains nus acquis en montagne dans le cadre de la lutte contre l'érosion et boisés en résineux ou simplement regazonnés, de plantations de pin maritime constituées au 19^e siècle sur les dunes de la côte aquitaine, de boisements réalisés sur des terrains abandonnés par le pâturage ou rendus incultivables par les grands combats de la guerre 1914-1918, de forêts privées ruinées par des coupes abusives ou des incendies et acquises par l'Etat, ou certaines collectivités, en vue de leur restauration ou même

de forêts en bon état achetées à titre de placements par des caisses d'épargne ou des sociétés mutualistes.

En fin de compte, à travers le domaine soumis, on perçoit toute l'histoire de la forêt française et l'immense effort de toutes les générations de forestiers qui se sont appliquées à l'améliorer et à l'étendre.

L'Office national des forêts auquel il est maintenant confié, entend bien poursuivre cette tâche et notamment mettre au point et proposer à l'Etat une politique dynamique d'achat de forêts ou de terrains à boiser. A ce propos, il convient de signaler qu'actuellement d'importantes acquisitions sont déjà en cours de réalisation, notamment dans la Région parisienne, le département du Nord, le massif de la Sainte-Baume, le Plateau de Millevaches, l'Aveyronnais et que la plus grande forêt privée française, celle d'Arc-en-Barrois en Haute-Marne (10 700 ha) a été intégrée au domaine forestier privé de l'Etat le 15 janvier dernier.

Henri DECENCIÈRE-FERRANDIÈRE

Ingénieur en chef du G.R.E.F.

Chef du département juridique et immobilier de
l'O.N.F.

4, avenue de Saint-Mandé
PARIS - 12^e